



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels

AUCH, le 23/06/2023

19 place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GERSYCOOP

Bd des Pyrénées
32300 Mirande

Références : 2023-0597-DP
Code AIOT : 0006802206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement GERSYCOOP implanté Village 32300 Saint-Élix-Theux. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Occitanie et permet également de réaliser l'action nationale 2023 relative à la prévention des incendies dans les silos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERSYCOOP
- Village 32300 Saint-Élix-Theux
- Code AIOT : 0006802206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GERSYCOOP exploite principalement sur le site de Saint-Élix-Theux des silos de stockage de céréales et de protéagineux et 4 séchoirs alimentés par un stockage de gaz. Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998 plusieurs fois complété. Le dernier arrêté préfectoral complémentaire en vigueur date du 1er août 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative à la prévention du risque incendie dans les silos.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Lettre de suite	2 mois
6	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite	2 mois
7	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Lettre de suite	2 mois
9	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/1998, article 6.3.3	/	Lettre de suite	2 mois
10	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 13	/	Lettre de suite	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/1998, article 6.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît bien ses installations et leur suivi est maîtrisé. Néanmoins toutes les vérifications et maintenance réalisées sur le site ne sont pas encadrées et ne sont pas toutes tracées.

De plus, il a été constaté un écart concernant le volume de la réserve d'eau incendie. L'écart pourrait venir de l'abandon des cuves de stockage de gaz depuis le dernier arrêté préfectoral. Ce point sera à vérifier par l'exploitant. Si l'écart est maintenu un projet de mise en demeure sera proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le chef de silo est responsable de la surveillance du site. Il a reçu une formation sur les risques et les explosions comme toute personne travaillant sur le site. Cette formation est renouvelée tous les 4 à 5 ans. La prochaine aura lieu en fin d'année 2023. L'attestation de la dernière formation du responsable de silo a été contrôlée, elle date du 28 mars 2019. Cette formation est dispensée par Coop de France. Le site n'emploie ni de saisonnier ni d'intérimaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des contrôles à effectuer durant l'année et avant chaque collecte. Cette liste découle de la procédure PRO_MME_02 du 24 octobre 2012 relative au plan de maintenance des équipements. Le site dispose également d'une instruction INS_SEC_04 qui indique les actions à mener en cas d'anomalie sur le site afin de continuer à travailler en mode dégradé : panne séchoir, dysfonctionnement hygrométrie, panne ventilation... L'exploitant indique que lors d'un arrêt pour travaux ou maintenance, il est présent pour le redémarrage des installations et vérifier que tout se passe correctement. Néanmoins aucune procédure n'encadre la remise en service des installations. L'exploitant devra réaliser cette procédure afin de formaliser les actions à mener dans le cas du redémarrage des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant dispose d'une instruction INS_MME_02 du 30 juin 2009 qui rend obligatoire l'élaboration d'un permis feu en cas de travaux par point chaud. Un permis est valable par zone de travail et par jour. L'exploitant oblige la société extérieure de terminer à 16h afin de pouvoir effectuer la ronde de fin de travaux 2h plus tard lorsque le responsable du silo quitte son poste. Plusieurs permis feu ont été contrôlés, aucune anomalie n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Les transporteurs à bande, à chaîne et les élévateurs sont capotés et sous aspiration. Les transporteurs à chaîne sont munis de trappe de bourrage, les transporteurs à bande de déport de bande et de détecteur de rotation. Les élévateurs, quant à eux, sont munis de détecteur de rotation et de déport de sangles. Lors d'un dysfonctionnement de l'un de ces équipements, l'ensemble de la chaîne se met à l'arrêt. Une alarme visuelle est présente sur la supervision. De plus l'installation ne fonctionne pas si l'aspiration n'est pas en route. De même s'il y a un dysfonctionnement sur l'aspiration, l'ensemble des équipements du silo se met à l'arrêt. Ces asservissements et alarmes sont testés 2 fois par an en même temps que le programme de maintenance. Ces tests ne sont pas tracés. Des tests ont été réalisés au niveau du silo 2 : <ul style="list-style-type: none">- l'élévateur E2 n'a pas pu être mis en route car l'aspiration était à l'arrêt ;- l'arrêt de l'aspiration a mis l'ensemble des éléments de transport à l'arrêt ;- un défaut sur le déport de sangle de l'élévateur E2 a mis la chaîne élévateur à l'arrêt ;- un défaut sur le contrôleur de rotation de l'élévateur E2 a mis la chaîne élévateur à l'arrêt.
Observations : Il serait opportun de mettre en place une traçabilité des tests des dispositifs de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant a présenté des attestations de conformité anti-propagatrice de flamme et anti-statique pour les bandes de transporteurs des silos 1, 2 et 3. Concernant le silo 4, une inspection terrain a permis de voir les inscriptions NF_EN_20340 et NF_EN_20284 sur la bande elle-même.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant fait procéder à un contrôle de ses installations électriques une fois par an par un organisme agréé. Les deux derniers rapports des 24 mars 2022 et 17 mai 2023 montrent respectivement 7 et 3 observations. Les attestations Q18 associés à ces rapports concluent en l'absence de risques d'incendie ou d'explosion. En l'absence du responsable maintenance et travaux, en arrêt maladie, l'exploitant n'a pas su indiquer si un contrôle concernant l'électricité statique et les courants vagabonds avait été réalisé. L'exploitant devra répondre sous 2 mois de la réalisation d'un contrôle de l'électricité statique et des courants vagabonds. L'exploitant complète le contrôle de ses installations électriques par de la thermographie, une fois par an. Le dernier rapport du 18 octobre 2022, signale 2 anomalies de gravité 2 au niveau des armoires du silo 2 et de l'électrofiltre.
Observations : L'exploitant transmettra également l'information sur la réalisation des travaux suite à la thermographie sur les armoires du silo 2 et du cyclofiltre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Qualité des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, réception des céréales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Le silo 1 est doté de sondes de température reportées sur la supervision. Actuellement le système est en cours de rénovation pour être prêt avant la nouvelle collecte. Le responsable silo relève la température manuellement. Dans les silos 2, 3 et 4, les températures sont reportées sur l'automate de gestion des sondes. Le relevé se fait manuellement. L'exploitant indique que le relevé se fait tous les 15 jours et les données entrées dans un logiciel de suivi des tâches. Ce point a été vérifié et n'appelle pas de remarque. En revanche, il existe une procédure INS_CER_05 concernant la gestion de la température du grain, qui indique que le relevé de température doit se faire toutes les semaines. L'exploitant veillera à respecter sa propre procédure et à réaliser un relevé chaque semaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/1998, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de secours et d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieur.
Constats : Il existe des consignes en cas d'incendie sur le site. Ces consignes sont affichées dans le hall d'accueil. Le premier réflexe est d'appeler le SDIS et de se rassembler au point de rassemblement. Le responsable d'exploitation doit également être prévenu. C'est lui qui préviendra la DREAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/1998, article 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyen de secours et d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger. Ces moyens doivent être au minimum les suivants : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) de 6 Litres au minimum par 200 m³ de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables,- de colonnes sèches (tours et séchoirs),- de trois bornes incendie réparties sur le site dont le débit est le même pour les 3 bornes mais pas en simultané soit 60 m³/h en période d'irrigation et 15 m³/h en période hivernale. [...] De plus, les Sapeurs-Pompiers doivent pouvoir trouver sur place, en tout temps d'une réserve d'eau de 390 m ³ . [...]
Constats : Le site est doté d'extincteurs répartis sur l'ensemble des installations. Par sondage il a été vérifié qu'ils étaient contrôlés chaque année. Ce point n'appelle pas de remarque. Des colonnes sèches sont présentes dans les tours et séchoirs. En l'absence du responsable maintenance et travaux, le rapport de contrôle de ces colonnes n'a pu être fourni. Trois poteaux incendie sont présents sur le site. Leur dernier contrôle montre que le débits de 60m ³ /h est disponible. Le site dispose de 2 réserves d'eau d'extinction : une de 100 m ³ et une seconde de 120 m ³ . Une réserve de 390 m ³ comme indiqué dans la prescription n'est pas atteinte. L'exploitant indique que le site était pourvu il y a quelques années de plusieurs cuves de gaz qui ont été retirées, ce qui pourrait faire baisser la quantité d'eau nécessaire. Il est demandé à l'exploitant de réévaluer ses besoins en eau et de vérifier ses besoins avec le SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2006, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une procédure pour réaliser le contrôle périodique du bon fonctionnement de l'aspiration de poussières avec enregistrement de l'intervention doit être établie. Un contrôle régulier de l'efficacité de l'aspiration centralisée doit être réalisé.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une telle procédure. L'exploitant vérifie l'état de l'aspiration 2 fois par an mais ces tests ne sont pas tracés. L'exploitant devra réaliser une procédure pour le contrôle de l'aspiration et mettre en suivi une traçabilité de ce contrôle. Elle inclura également un critère d'efficacité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois